

« La progression des extrêmes est inéluctable »

Interview de Caroline Sägesser
par Quentin Joris

C'est inédit : en 2024, les citoyens voteront tant aux niveaux fédéral, régional et européen (le 9 juin) qu'aux niveaux communal et provincial (le 13 octobre). Avant d'aborder les enjeux de ces scrutins, retour sur le bilan contrasté de la Vivaldi en 2023.

L'Écho : Au rayon des satisfactions, le gouvernement De Croo peut se féliciter d'avoir conclu un accord avec Engie pour la prolongation de deux réacteurs nucléaires, mais aussi d'avoir finalisé une réforme – bien qu'*a minima* – des pensions, laquelle lui a permis d'obtenir l'assurance de mettre la main sur de précieux fonds issus du plan de relance européen. Quant aux points négatifs, on peut épingler l'incapacité de l'exécutif à s'accorder sur une réforme fiscale et les difficultés qu'il a rencontrées en matière de gestion des finances publiques ainsi que sur le dossier de la concession presse.

Caroline Sägesser : Aux dossiers évoqués ci-dessus, j'ajouterais l'absence de préparation d'une réforme de l'État alors qu'on avait annoncé que ce gouvernement réfléchirait à une Belgique 2.0 et se projetterait à l'horizon 2030. En fait, on est face à un exécutif qui a fait de la gestion à la petite semaine sans réellement élaborer de perspectives à long terme pour la Belgique.

Globalement, quelle note donneriez-vous à la Vivaldi ?

Si on ne lui reconnaît pas de circonstances atténuantes, je lui attribuerais un 5 : la Vivaldi n'a pas sombré, mais elle n'a pas vraiment avancé. En tenant compte du contexte extrêmement compliqué avec le Covid, la guerre en Ukraine, la crise énergétique et vu la difficulté de gouverner à sept, je crois qu'on peut toutefois monter sa note à 7, voire à 7 et demi.

Quelles thématiques sont susceptibles d'occuper l'avant-scène durant la campagne électorale ?

Il faut toujours garder en tête qu'un événement peut survenir et s'imposer, à l'instar de la crise de la dioxine en 1999. Si ce n'est pas le cas, il ne devrait pas y avoir de grandes

surprises : on peut s'attendre à des discussions autour du pouvoir d'achat, car on sait que les questions économiques préoccupent une majorité des citoyens. Inévitablement, on aura aussi les questions liées à la sécurité et à l'immigration. Ce sont des thématiques importantes et des événements récents, tels que l'attentat du début du mois d'octobre, les ont remises sur la table, d'autant que l'extrême droite poussera aussi pour qu'elles occupent la campagne. Enfin, on devrait avoir les thématiques liées au climat et à l'énergie.

Les thèmes géopolitiques pourraient aussi s'immiscer dans les débats...

Oui, d'autant plus que la Belgique occupera la présidence de l'Union européenne au premier semestre. Vu ce contexte, on peut espérer qu'on parlera un peu plus que d'habitude des enjeux européens. À côté, il y a des dossiers internationaux qui peuvent avoir une influence importante sur l'opinion publique. En disant cela, je pense évidemment à la violence au Moyen-Orient. On observe que cette question a déjà un impact sur les intentions de vote parce qu'une partie de la population se sent extrêmement concernée par ces événements.

Le succès des extrêmes lors des scrutins est-il inéluctable ?

Leur progression est inéluctable, mais son amplitude reste à déterminer. Il y a une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes avec la possibilité que le Vlaams Belang devienne le premier parti en Flandre et donc qu'il détermine les opérations au lendemain du scrutin. Je pense qu'il y a encore moyen de mobiliser les énergies pour éviter ce résultat-là.

Le fonds de commerce du Belang est triple : premièrement, la xénophobie, le rejet de l'immigration ; deuxièmement, le déclassement économique, contre lequel le gouvernement a plutôt bien agi ; et, troisièmement, le nationalisme flamand. Les deux premiers axes sont communs à tous les mouvements d'extrême droite. Le troisième est lié de façon particulière à l'histoire de la Belgique et du mouvement flamand. Sur ce dernier point, le fait que le VB puisse agiter le spectre d'une nouvelle Vivaldi encore plus minoritaire côté flamand peut lui être favorable. On peut évidemment encore travailler à ce niveau pour lui couper l'herbe sous le pied.

Peut-on s'attendre à ce qu'il y ait des interactions entre les scrutins de juin et d'octobre ?

Je suis convaincue que cela va se produire. Si le Vlaams Belang arrive en tête en Flandre, cela risque de tétaniser d'autres formations politiques, en particulier la N-VA. Dans de telles circonstances, elles pourraient chercher à éviter de fâcher les électeurs du Belang et ne pas refuser rapidement de former une coalition avec ce parti. Je redoute un blocage un peu long du côté flamand. De mon point de vue, cette proximité des scrutins est un élément assez défavorable, surtout que, rappelons-le, pour la première fois, le vote aux communales ne sera plus obligatoire en Flandre.

Au fédéral, la donne risque d'être très compliquée. Battrait-on le record de 541 jours pour constituer un exécutif ?

Est-ce que nous irons jusqu'au 2 décembre 2025, date théorique où nous battrions ce record ? Ce n'est pas exclu du tout, même si on peut aussi imaginer que la complication de l'échiquier au lendemain des élections fermera certaines portes plus rapidement. Avec la montée des extrêmes, la perspective d'obtenir une majorité des deux tiers pour réaliser une réforme de l'État semble plus éloignée. En 2010-2011, nous étions dans une configuration où une telle majorité pouvait être atteinte et on négociait donc d'abord une réforme institutionnelle avant de former le gouvernement. Cette fois, on devra peut-être d'abord former un exécutif et repousser l'institutionnel à des perspectives plus lointaines.

Dans le cas où une Vivaldi II est possible, qui en voudrait encore ?

Je crois que peu de monde était très enthousiaste lorsque la Vivaldi s'est constituée. En fait, c'était déjà une coalition du pis-aller. Je crois que personne ne veut d'une Vivaldi II, sauf peut-être Alexander De Croo qui continue à dire qu'il se verrait bien rempiler malgré la situation de l'Open VLD qui rend cela de plus en plus improbable. Après, il reste possible que cette configuration s'impose finalement. Si la N-VA refuse obstinément de monter dans un gouvernement qui ne prévoirait pas une réforme de l'État extrêmement poussée, on n'aura peut-être pas tellement le choix. On aurait alors un gouvernement de type Vivaldi II, à huit plutôt qu'à sept, avec Les Engagés en prime.

Une alliance du PS et de la N-VA, ça vous paraît envisageable ?

Je n'exclus pas tout à fait qu'un deal puisse être conclu entre ces deux formations avec une espèce de donnant donnant entre l'institutionnel d'une part, et le financement de l'autre. Mais ils ne sont pas tout seuls et ils ont déjà essayé en 2020 sans parvenir ensuite à réunir autour de l'axe qu'ils avaient, semble-t-il, constitué.

En Wallonie, la formation pourrait être un peu plus rapide qu'au fédéral, quoique la montée attendue du PTB pourrait corser la donne. Comment voyez-vous les choses ?

Tout semble encore relativement ouvert également. La résurrection des Engagés, si on peut la qualifier de telle, pourrait ouvrir la voie à un Olivier, donc une majorité PS-Écolo-Engagés. Ce scénario a sans doute les faveurs du PS et d'Écolo, mais il n'est pas certain que Les Engagés iraient vers cette option avec le même enthousiasme. De leur côté, ils pourraient préférer une tripartite « traditionnelle » avec le MR et le PS, dont ils constitueraient le centre. Tout dépendra du résultat du scrutin. Il faudra aussi voir combien de temps on négociera avec le PTB avant de conclure, selon toute vraisemblance, qu'avec cette formation, un accord n'est pas possible.

Vous pensez que le PTB n'a toujours aucune volonté de monter dans un exécutif ?

Je crois que c'est trop tôt pour eux, d'autant plus qu'il y a les communales et les provinciales au mois d'octobre. Les objectifs prioritaires du PTB sont plutôt de monter en majorité dans certaines communes et villes, en Flandre comme en Wallonie. Former

une coalition régionale avant ce scrutin impliquerait trop de renoncements par rapport au programme du parti. À mon avis, ça ne figure pas dans leur stratégie.

Côté wallon, Elio Di Rupo tire sa révérence. Si les socialistes gardent la main, on cite souvent Pierre-Yves Dermagne, parfois Thomas Dermine, pour lui succéder. Ce dernier a-t-il une chance ?

Je crois que tout dépendra du résultat du scrutin, puisqu'il faut rappeler que Thomas Dermine n'a jamais été élu. On verra bien quelle sera sa popularité, avant de voir s'il peut ou non prétendre à ce poste.

Paul Magnette a aussi dit qu'il portait une grande attention aux équilibres de genre. Est-ce que ça ne privilégierait pas une candidate féminine ?

C'est un facteur à prendre en compte. Maintenant, entre ce que les partis disent et ce qu'ils font au niveau de l'équilibre de genre, il y a une marge. Et j'observe qu'on a toujours tendance, même si on préserve un certain équilibre de genre au sein d'une équipe, à réserver les top positions aux hommes.

À Bruxelles, le plan Good Move a fait couler beaucoup d'encre. Est-ce que cela risque de peser sur les résultats des écologistes ?

Les derniers sondages ne nous montrent pas un effondrement d'Écolo. On peut même se demander si les écologistes ne sont pas en train de rompre avec la malédiction qui les voyait subir une défaite nette après chaque participation au pouvoir. En tout cas, ce n'est pas l'effondrement qu'on attendait, et ce d'autant plus qu'on est dans un contexte où le PTB monte énormément.

Deux personnalités à épinglez pour 2024 ?

Pour le premier semestre, je pense à Hadja Lahbib. La ministre des Affaires étrangères sera davantage exposée dans le cadre de la présidence européenne. Jusqu'à présent, elle a eu un mandat un peu compliqué et j'ai l'impression qu'elle est davantage en retrait ces derniers mois. Ce sera intéressant de voir en 2024 dans quelle mesure elle aura vraiment réussi à occuper sa fonction.

En ce qui concerne l'après-scrutin, je citerais le président du CD&V, Sammy Mahdi. Dans un paysage politique flamand où les présidences de partis se sont heurtées à de sérieux problèmes de casting, c'est une personnalité qui émerge comme ayant été un choix positif pour sa formation. On assiste aussi, dans une certaine mesure, à une reformation d'un bloc centriste sur les cendres de la démocratie chrétienne. Dans ce cadre-là, je vois bien Sammy Mahdi jouer un rôle important.

Cet article a été publié dans : *L'Écho*, 27 décembre 2023, pages 6-7.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Caroline SÄGESSER (interviewée par Quentin JORIS), « "La progression des extrêmes est inéluctable" », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 27 décembre 2023, www.crisp.be.